



Numéro PPQ/9302

mercredi 18 février 2015

Les grands titres:

- Ebola : l'ONU appelle à redoubler d'efforts pour l'éradication complète du virus d'ici la mi-avril
- Six mois après le conflit de cet été, l'ONU s'inquiète de la situation à Gaza
- Burundi : le Conseil de sécurité appelle à instaurer un climat propice à la tenue des élections
- Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU voit une lueur d'espoir
- Afghanistan : les victimes civiles ont augmenté de 22% en 2014, selon l'ONU
- Le Conseil de sécurité proroge le mandat du Bureau de l'ONU en Guinée-Bissau
- Cabo Verde : la FAO octroie une aide urgente au pays, victime de la sécheresse
- Libye : l'ONU exhorte les parties à trouver un accord pour lutter contre les groupes terroristes

Ebola : l'ONU appelle à redoubler d'efforts pour l'éradication complète du virus d'ici la mi-avril



18 février - Lors d'une réunion informelle de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, plusieurs hauts responsables de l'Organisation ont pris acte des progrès réalisés jusqu'ici dans la lutte contre l'épidémie, tout en appelant les États membres à rester mobilisés afin d'éradiquer complètement le virus d'ici la mi-avril 2015.

« Nous nous sommes réunis il y a cinq mois alors que le monde était sous le coup d'une flambée sans précédent du virus Ebola en Afrique de l'Ouest. L'épidémie gagnait du terrain heure par heure, devançant les efforts d'intervention », a rappelé à cette occasion le

Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, tout en remerciant les États membres pour leur soutien à la création inédite de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUACE).

« Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins. Le profil de l'épidémie d'Ebola a changé. Nous avons vu en 2015 un déclin significatif du nombre de nouveaux cas constatés dans les trois principaux pays affectés par le virus », s'est félicité le chef de l'ONU.

« Il y a désormais dix fois moins de personnes diagnostiquées chaque semaine qu'il n'y en avait en septembre de l'an dernier », a corroboré l'Envoyé spécial des Nations Unies sur Ebola, Dr. David Nabarro, s'exprimant également devant l'Assemblée.

S'il s'est félicité des « progrès remarquables » réalisés, Dr. Nabarro a cependant ajouté que l'éradication des derniers 10% d'infections à laquelle la communauté internationale doit maintenant s'atteler risque d'être l'étape la plus difficile de la réponse contre Ebola. « Jusqu'à ce que cette étape soit terminée, les pays touchés et le monde ne peuvent pas crier victoire », a-t-il ajouté.

« Bien que les chiffres globaux restent bien en dessous de ce que nous avons vécu en 2014, les taux d'incidence ont de nouveau augmenté en Guinée et en Sierra Leone au cours des dernières semaines », a déploré M. Ban, ajoutant que la moitié des personnes récemment infectées n'ont pas été en contact avec des personnes répertoriées comme ayant été atteintes du



virus.

« L'identification et le suivi des personnes qui sont en contact avec les malades sont essentiels, car le seul lieu où ce virus peut survivre réside précisément dans les personnes. Si nous trouvons et surveillons chaque personne qui est en contact avec un malade, nous pouvons remonter et arrêter chaque chaîne de transmission, et mettre fin à cette épidémie rapidement et définitivement », a expliqué Dr. Nabarro, ajoutant que son ambition était d'être capable de déterminer avec quel élément porteur du virus chaque personne nouvellement diagnostiquée a pu être en contact.

« Notre action va être compliquée par la saison des pluies, imminente, durant laquelle d'autres maladies vont gagner du terrain et certaines routes vont devenir impraticables », a cependant mis en garde le Secrétaire général, précisant que la MINUAUCE mobilise actuellement des moyens supplémentaires pour aider les autorités nationales et locales de la Guinée et de la Sierra Leone à s'y préparer.

Selon son Envoyé spécial, la communauté internationale, les pays les plus touchés et la MINUAUCE doivent ainsi tout faire pour continuer de « garantir une surveillance élevée, identifier les personnes atteintes du virus Ebola, confirmer le diagnostic, fournir un accès rapide à un traitement efficace, identifier les personnes en contact avec des malades et les surveiller pendant 21 jours ».

« Nous redoublons d'efforts pour atteindre l'objectif fixé par les présidents des pays de l'Union du fleuve Mano le 15 février dernier : l'absence totale de nouveaux cas d'ici à la mi-avril, soit dans les 60 jours », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, soulignant que tout relâchement de la vigilance des populations, des gouvernements et des partenaires aurait un impact négatif, de même que toute baisse du financement par les pays donateurs.

« Si cet effort intensif doit être soutenu en 2015, le coût total sera d'environ 1,5 milliard de dollars. Or, le total des fonds disponibles à l'heure actuelle est d'environ 600 millions de dollars », a déclaré Dr. Nabarro.

« Je vous invite tous à continuer à soutenir les pays touchés pour lutter contre l'épidémie, ainsi qu'à les aider à prendre le chemin de la reprise sur long terme », a déclaré de son côté aux Etats membres le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa. « L'engagement pris par les dirigeants régionaux de l'Union du fleuve Mano dans leur déclaration du 15 février 2015, afin d'atteindre l'absence totale de nouveaux cas dans les 60 jours, était une démonstration claire de la volonté de la région de lutter contre Ebola. Nous devons leur donner notre plein soutien », a-t-il conclu.

Six mois après le conflit de cet été, l'ONU s'inquiète de la situation à Gaza



18 février - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée au Moyen-Orient, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a estimé mercredi que la situation à Gaza était de plus en plus préoccupante, six mois après le conflit de cet été.

« Concernant Gaza, le Secrétaire général continue d'être très préoccupé par la fragile situation sécuritaire, la dynamique politique volatile et la lenteur persistante de la reconstruction », a dit M. Feltman dans un exposé devant les 15 membres du Conseil.

Au-delà des obligations des deux parties, le Secrétaire général adjoint a estimé qu'il était important de mettre en œuvre les engagements financiers pris par les donateurs à la conférence du Caire. « L'incapacité à fournir l'aide nécessaire fait peser une pression presque insupportable sur un environnement déjà très difficile », a-t-il souligné.

Selon le Secrétaire général adjoint, le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens risque de s'aggraver et pourrait avoir des conséquences irréversibles pour la solution à deux Etats.

M. Feltman a noté que les Palestiniens sont confrontés à des difficultés financières importantes. Le 4 février, le

gouvernement israélien a annoncé, pour le deuxième mois consécutif, la suspension du transfert des revenus des taxes collectées au nom de l'Autorité palestinienne en représailles à l'adhésion des Palestiniens à la Cour pénale internationale. Pour compenser ce manque, l'Autorité palestinienne a emprunté de l'argent à des banques privées pour payer une partie des salaires des fonctionnaires. « Cette approche n'est ni suffisante, ni tenable », a dit le Secrétaire général adjoint.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie palestinienne s'est contractée en 2014 pour la première fois depuis 2006. M. Feltman a estimé que provoquer la paralysie de l'Autorité palestinienne n'était dans l'intérêt de personne et il a appelé Israël à revenir sur sa décision.

« Le Secrétaire général demande à nouveau aux deux parties d'éviter de prendre des mesures unilatérales qui pourraient aggraver les divisions actuelles », a-t-il ajouté.

Il a souhaité que la communauté internationale, « peut-être à travers un Quatuor revigoré », puisse aider les parties à retourner à la table des négociations. « Une paix authentique et durable ne peut être réalisée que grâce à l'engagement des parties à surmonter leur méfiance et à faire les difficiles compromis nécessaires pour arriver à un règlement du conflit », a-t-il ajouté.

Burundi : le Conseil de sécurité appelle à instaurer un climat propice à la tenue des élections



18 février - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a encouragé mercredi le gouvernement du Burundi à instaurer un climat de liberté et d'ouverture propice à la tenue des élections de 2015 et s'est dit préoccupé par les actes d'intimidation et de harcèlement signalés.

Dans une déclaration de la Présidence du Conseil, les 15 membres du Conseil ont salué l'adoption à l'unanimité par les Burundais du Code électoral en 2014, l'adoption de la feuille de route électorale et la signature du code de conduite à l'usage des partis et acteurs politiques, avec l'aide du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB).

Toutefois, le Conseil s'est dit « préoccupé par les actes d'intimidation et de harcèlement, les violences à caractère politique, les arrestations et détentions arbitraires et les autres restrictions à l'exercice du droit à la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique qui lui ont été signalés ».

Il a encouragé le gouvernement du Burundi « à faire davantage pour ménager un espace à tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition extraparlamentaire, et améliorer le dialogue entre les différents acteurs politiques de manière à instaurer un climat de liberté et d'ouverture propice à la tenue des élections de 2015 ». Il lui a demandé également « de veiller à ce que les femmes puissent participer pleinement et effectivement aux différents stades du processus électoral ».

Les membres du Conseil se sont dits préoccupés « par les restrictions imposées à la liberté d'expression et d'opinion et à la liberté de réunion et d'association pacifiques, ainsi que par les menaces qui continuent de peser sur les journalistes et les représentants de la société civile, notamment ceux qui travaillent dans le domaine des droits de l'homme ». Ils ont demandé au gouvernement burundais de prendre toutes les mesures voulues pour garantir l'exercice de ces droits fondamentaux et assurer la protection des acteurs de la société civile.

Le 21 janvier, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée au Burundi, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, avait déjà estimé que les autorités devaient s'efforcer d'ouvrir l'espace politique.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait exhorté le 6 février le gouvernement burundais à respecter la liberté d'expression et d'opinion des médias dans le pays, citant le cas d'un journaliste récemment emprisonné après avoir « exercé légitimement » ces droits fondamentaux.

Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU voit une lueur d'espoir



18 février - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a déclaré voir une lueur d'espoir dans le conflit qui ravage ce pays, alors que le gouvernement syrien lui a indiqué être prêt à cesser les bombardements sur Alep pendant une période de six semaines.

M. Mistura a exprimé cette note d'optimisme à l'issue de consultations avec le Conseil de sécurité des Nations Unies mardi soir à New York.

« Le gouvernement de Syrie m'a indiqué sa volonté de cesser tous les bombardements aériens, tous les types de bombardements, y compris les tirs d'artillerie, pendant une période de six semaines sur la ville d'Alep à partir d'une date qui sera annoncée à Damas », a dit l'Envoyé spécial lors d'un point de presse.

Il a précisé qu'il allait se rendre à Damas et qu'il espérait aussi se rendre à Alep « dès que possible ». « Je vais aussi envoyer une équipe préparatoire à Alep dès que possible », a-t-il ajouté.

Staffan de Mistura a toutefois souligné qu'il était prudent car les expériences passées ont montré que c'est quelque chose qui sera difficile à réaliser.

« Nous entrerons en contact avec l'opposition et nous espérons obtenir une réponse à une demande similaire faite par l'ONU d'arrêter les tirs de mortier et de roquettes sur la ville d'Alep pendant six semaines », a dit M. Mistura. « Pas d'illusion, mais une lueur d'espoir ».

« Nous devrions être prudents avec les mots. Les assurances ne seront pas suffisantes. Les faits sur le terrain prouveront si le gel (des combats) tient et peut être répété ailleurs », a-t-il ajouté.

Afghanistan : les victimes civiles ont augmenté de 22% en 2014, selon l'ONU



18 février - L'intensification des combats au sol a été responsable d'une augmentation de 22% du nombre de civils tués et blessés en raison du conflit en Afghanistan au cours de l'année 2014, indique un nouveau rapport de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), rendu public mercredi.

Réalisée en collaboration avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, cette étude, intitulée « Rapport annuel sur la protection des civils dans les conflits armés », fait état de 10.548 victimes civiles en 2014, soit le plus grand nombre de décès et de blessés enregistré en une seule année depuis 2009.

« Au sein des communautés à travers l'Afghanistan, l'intensification des combats sur le terrain entre les parties au conflit et des attaques avec des engins explosifs improvisés a fait payer un lourd tribut aux civils afghans », a déploré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afghanistan et chef de la MANUA, Nicholas Haysom, dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport à Kaboul.

« L'augmentation du nombre de personnes civiles tuées et blessées en 2014 témoigne d'un non-respect des engagements pris par les parties de protéger les civils afghans. Les parties au conflit doivent prendre la mesure des conséquences de leurs actions, en assumer la responsabilité, appliquer les valeurs qu'ils prétendent défendre et faire de la protection des civils leur priorité absolue. Nous avons besoin de constater des mesures concrètes et une véritable baisse des victimes civiles en 2015 », a-t-il ajouté.

Selon le rapport de la MANUA, 3.699 civils ont trouvé la mort en 2014, soit une augmentation de 25% par rapport à l'année

précédente, et 6.849 civils ont été blessés, soit 21% de plus qu'en 2013. En combinant ces deux statistiques, l'augmentation du nombre total de victimes civiles d'une année sur l'autre est de 22%. Depuis 2009, le conflit armé en Afghanistan a fait 47.745 victimes civiles, dont 17.774 morts et 29.971 blessés.

Pour la première fois depuis 2009, plus de civils afghans ont été tués et blessés dans des combats au sol que par des engins explosifs improvisés ou d'autres tactiques de guerre. Le rapport révèle ainsi que les civils tués et blessés dans des opérations au sol ont augmenté de 54%, au point qu'elles sont devenues la principale cause de pertes civiles, notamment chez les femmes et les enfants afghans.

Le rapport de la MANUA indique par ailleurs que les forces anti-gouvernementales sont responsables de la grande majorité des victimes civiles. Selon l'étude, 72% des personnes tuées ou blessées ont été causées par les forces anti-gouvernementales, contre 14% par les forces pro-gouvernementales et 10% par les affrontements entre les deux parties. Enfin, 3% de toutes les victimes civiles ont été causées par des restes explosifs de guerre.

« On ne doit pas laisser les niveaux effroyables de violence constatés en Afghanistan en 2014 se répéter en 2015 », a déclaré M. Haysom. « Les parties au conflit, en particulier les éléments anti-gouvernementaux, doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter de faire des victimes civiles, conformément à leurs obligations découlant du droit international humanitaire », a dit en conclusion le Représentant spécial.

Le Conseil de sécurité proroge le mandat du Bureau de l'ONU en Guinée-Bissau



18 février - Le Conseil de sécurité a prolongé mercredi le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pour une période de douze mois à compter du 1er mars 2015.

Dans cette résolution, le Conseil recommande au Bureau de se concentrer en particulier sur trois tâches prioritaires : accompagner la concertation politique sans exclusive et la réconciliation nationale pour faciliter la gouvernance démocratique et parvenir à un consensus sur les principaux problèmes politiques; fournir des conseils et un appui stratégiques et techniques auprès des autorités nationales et des parties prenantes concernées; aider le gouvernement de la Guinée-Bissau à mobiliser, harmoniser et coordonner l'assistance internationale.

Le BINUGBIS et le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau se voient aussi confirmer leur mission de pilotage de l'action menée par la communauté internationale dans les domaines prioritaires, notamment le renforcement des institutions démocratiques et la mise en place de systèmes efficaces et rationnels de maintien de l'ordre, de justice pénale et d'administration pénitentiaire.

Dans la résolution, le Conseil se félicite de la tenue à Bruxelles d'une conférence internationale des donateurs en mars 2015 et encourage vivement la communauté internationale à aider la Guinée-Bissau à mobiliser des ressources pour mettre en œuvre les priorités gouvernementales et à entreprendre la tâche de stabilisation à long terme.

En attendant, il demande aux autorités bissau-guinéennes et à toutes les parties prenantes d'unir leurs efforts en vue de consolider les progrès accomplis et de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. Le Conseil « exige de nouveau » des forces de sécurité et de défense qu'elles se soumettent pleinement à la tutelle du pouvoir civil.

Le Conseil salue le rôle important joué par la Mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMIB) pour ce qui est de sécuriser les institutions publiques et de soutenir la réforme du secteur de sécurité.

Cabo Verde : la FAO octroie une aide urgente au pays, victime de la sécheresse



18 février - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé mercredi qu'elle s'apprêtait à fournir des semences de cultures vivrières, des aliments pour animaux et du matériel d'irrigation au goutte-à-goutte pour venir en aide à des milliers d'habitants de Cabo Verde dont la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sont menacés par un fort recul de la production agricole dû à la sécheresse.

La FAO a annoncé dans un communiqué de presse qu'un accord pour une aide d'urgence d'un montant de 500.000 dollars venait d'être signé lors d'une réunion à Rome entre le Premier Ministre de Cabo Verde, José Maria Pereira Neves, et le Directeur général de l'agence onusienne, José Graziano da Silva.

« Il s'agit d'un accord de la plus haute importance qui nous permettra non seulement d'affronter la sécheresse en cours, mais contribuera aussi à créer les conditions pour une agriculture durable à Cabo Verde », a déclaré M. Pereira Neves.

Selon la FAO, en 2014, les précipitations tombées dans l'archipel ont été 65% inférieures à celles de l'année précédente. Environ 30.000 personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide d'urgence, a estimé la FAO, les ménages plus vulnérables ayant perdu l'ensemble ou une grande partie de leurs récoltes.

Une mission d'évaluation conduite par la FAO le mois dernier a estimé la production de maïs à environ 1.000 tonnes, soit le plus bas niveau jamais enregistré dans le pays, qui fait suite à une forte tendance à la baisse déplorée au cours des dernières années.

L'intervention d'urgence de la FAO permettra de venir en aide aux 8.237 ménages ruraux les plus vulnérables aux impacts de la sécheresse. En s'inspirant d'expériences passées visant à améliorer l'utilisation des rares ressources en eau, et dans le but de renforcer les capacités de résilience, des kits d'irrigation au goutte-à-goutte seront distribués.

D'après l'agence de l'ONU, le faible niveau de précipitations a par ailleurs fortement pesé sur la production de fourrage, mettant à risque la vie de milliers d'animaux. La FAO distribuera par conséquent des aliments pour animaux à 668 ménages d'éleveurs.

Cabo Verde est fortement tributaire des importations céréalières, en particulier celles de riz et de blé qui ne sont pas cultivés dans le pays. Le pays doit donc importer environ 80 % de ses besoins en céréales. Malgré cela, la forte baisse de la production aura un impact négatif sur les revenus et l'accès à la nourriture. Aussi la FAO a déclaré avoir pour principal objectif, parallèlement à son aide d'urgence, de rendre la production agricole moins dépendante des précipitations, très variables et imprévisibles à Cabo Verde.

Libye : l'ONU exhorte les parties à trouver un accord pour lutter contre les groupes terroristes



18 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye, Bernardino Leon, a appelé mercredi l'ensemble des parties à intensifier leurs efforts en vue de former un gouvernement d'unité nationale, seule alternative pour lutter efficacement contre la montée des groupes terroristes dans le pays.

« Je condamne dans les termes les plus vifs les actes horribles et brutaux dont nous avons été témoins en Libye au cours des derniers jours et des dernières semaines », a déclaré le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), à l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation dans le pays. « Il n'existe pas de mot assez fort pour exprimer mon indignation et mon dégoût face à la décapitation de 21 hommes, dont 20 ressortissants égyptiens qui ont été pris pour cible

en raison de leur croyance religieuse et de leur nationalité », a-t-il ajouté.

Dimanche 15 février, le Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, avaient également condamné fermement l'assassinat en Libye de Coptes chrétiens d'Egypte par un groupe affilié à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL / Daech).

« L'ampleur de cette atrocité ne doit cependant pas éclipser la barbarie d'autres actes commis par des groupes extrémistes », a poursuivi M. Leon, ajoutant que des incidents récents, y compris des attaques contre des champs pétrolifères à Mabruk et au sud de Sidra, démontrent clairement la capacité croissante des groupes terroristes à opérer dans différentes parties du pays, que ce soit à Derna, Benghazi, Syrte ou Sabratha.

Le Représentant spécial s'est particulièrement inquiété du succès croissant de groupes associés à Al-Qaïda depuis la fin du conflit armé en 2011, notamment des bastions constitués à Benghazi et à Derna par Ansar al-Sharia, ainsi que de la montée en puissance de l'EIIL, qui trouve dans l'instabilité politique croissante et la faiblesse des institutions étatiques actuelles un terrain fertile.

« Les actes terroristes sauvages soulignent une fois de plus le danger imminent auquel fait face la Libye, ses habitants et la région dans son ensemble, à moins qu'un accord ne soit rapidement trouvé entre les principales parties sur la façon de résoudre la crise et mettre un terme au conflit politique et militaire », a déclaré M. Leon.

Sur ce point, le Représentant spécial s'est félicité des « progrès considérables » réalisés pour convaincre les principales parties de s'asseoir à la table des négociations, couronnés par les deux cycles de pourparlers inter-libyens qui se sont tenus à Genève en janvier et par un troisième cycle de dialogue politique entamé le 11 février dans la ville libyenne de Ghadamès, sous l'égide de la MANUL.

« A ce sujet, je suis heureux de rapporter qu'il y a une semaine, j'étais à Ghadamès où, pour la première fois, toutes les parties se sont jointes au dialogue politique à l'initiative de l'ONU », a salué le chef de la MANUL, ajoutant que cette avancée marquait un pas décisif vers la conclusion d'un accord politique.

« Etant donné l'urgence de la situation, j'ai demandé à ce que le prochain cycle de dialogue politique permette de finaliser les discussions entamées à Genève sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale et la prise de dispositions sécuritaires pour ouvrir la voie à une cessation formelle et complète des hostilités », a-t-il ajouté.

« C'est seulement via la formation d'un gouvernement d'unité nationale fort, fondé sur un consensus solide, que les Libyens, avec le soutien de la communauté internationale, pourront espérer mettre en place une stratégie efficace de lutte contre la menace croissante posée par les groupes terroristes comme Etat islamique », a déclaré en conclusion M. Leon.